

## VIRÉE AU CAMPEMENT DES GARDES COMMUNAUX

# Colère et témoignages

**En prenant les armes pour défendre l'Algérie, les gardes communaux n'avaient jamais imaginé être un jour sacrifiés sur l'autel d'une politique aux contours obscurs. Rencontre avec les hommes qui ont participé à sauver la République.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** Onze heures. Allongés sous les orangers, les gardes communaux tentent de profiter des derniers instants de fraîcheur de la campagne de Boufarik.

La presse du jour est analysée, décortiquée et largement commentée. On est à la recherche du moindre indice laissant paraître un fléchissement des pouvoirs publics.

Rien, le ministère de l'Intérieur compte encore sur l'effet du «communiqué publicitaire» diffusé dans les médias. Ahmed, membre de la garde communale de Blida, se tient loin des «groupes de discussions». Assis sous une haie, il peste contre la batterie de son téléphone mobile. Ahmed accepte de discuter. Ses réponses sont brèves, sèches. «Je me suis engagé en 1996, j'avais tout juste 19 ans. J'ai pris les armes pour lutter contre la hogra des terroristes.»

Qu'est-ce qui peut inciter un jeune homme, à peine sorti de l'adolescence, à lutter contre les terroristes ? Ahmed prend le temps de réfléchir. Il donne comme l'impression de ne s'être jamais posé cette question. «Une nuit, un groupe de terroristes a attaqué la maison de notre voisin. Il était 4 heures du

matin. Ils ont massacré tous les membres de cette famille. Je ne voulais pas que les miens subissent le même sort.»

Ahmed participe à toutes sortes d'opérations. Sa zone d'action va de Boumedfâa dans la wilaya de Aïn-Defla jusqu'au fin fond des maquis de Boumerdès. «J'ai fait des dizaines de ratissages et d'embuscades avec les militaires. Nous luttons ensemble mais pourtant nous ne sommes pas pareils. Eux ont droit à des équipements de qualité, à un gilet pare-balle. Nous autres gardes communaux, nos équipements sont rudimentaires. Même dans le combat, la différence est flagrante.»

Père de 3 enfants, Ahmed touche aujourd'hui une solde de 28 000 DA par mois. «C'est le prix de notre engagement pour l'Algérie. Et regarde aujourd'hui comment l'Etat nous le rend, on nous oblige à camper dans des cabanes pour exiger nos droits», dit-il en montrant les «tepees» de roseaux qui forment le camp de fortune des gardes communaux. Après s'être emporté, Ahmed retrouve son calme. C'est le moment de le laisser à ses réflexions.

Les histoires des gardes communaux semblent différentes mais, à bien y voir, elles ont un début et une



Les gardes communaux bivouaquent sur un champ, à la lisière de l'autoroute Alger-Blida.

fin identiques. Elles commencent dans la terreur de la folie terroriste et l'engagement pour une cause juste. Pour les plus chanceux — ceux qui auront survécu — elles s'achèvent dans l'incompréhension, l'amertume et la maladie.

Salim, garde communal dans la wilaya de Aïn-Defla, s'est, lui aussi, engagé très jeune. «J'avais tout

juste 16 ans lorsque j'ai introduit mon premier dossier. Mais il a été rejeté car je n'avais pas atteint l'âge requis. J'ai dû attendre encore une année pour intégrer le corps de la garde communale», explique-t-il. Pourquoi ce choix ?

«Je vais dire la vérité, mais il ne faut pas rigoler ! C'est la tenue qui m'a attiré. Je ne sais toujours pas

pourquoi, mais c'est l'effet de la tenue», lâche-t-il avec un large sourire.

Mais le jeune homme déchantera très vite. Une balle lui traverse le pied gauche à peine 20 jours après sa prise de fonction.

«On m'a annoncé que je n'aurais droit à aucune prise en charge car ma couverture sociale se limitait à 8 heures par jour. Par malchance, cette balle est entrée dans mon pied au-delà de l'heure administrative. Aujourd'hui, je suis tenu de me soigner à mes frais.»

Salim ne cache pas avoir vu les pires horreurs. «Certains de mes amis sont morts devant moi, d'autres ont subi les pires mutilations. Pour ma part, j'ai l'impression d'être pris en étau sous une pression insurmontable à chaque opération sur le terrain. Le pire est que cette pression je la garde en moi des jours durant et je finis par la déverser sur mon épouse et mes enfants. Vous voulez savoir la vérité, aucun de nous n'a de vie de famille. Ils nous ont rendus malades et nos proches aussi.»

Salim cache mal sa colère. Un de ses compagnons revient à la charge. «Daho Ould Kablia nous a traités comme des moins que rien. Où était-il lorsque l'Algérie avait besoin de ses hommes ? Mais qu'il sache que nous entrerons dans Alger pour qu'il nous reçoive lui et son président. Nous défilerons pacifiquement pour exiger nos droits et notre dignité, quitte à mourir sous les balles.»

T. H.

### 80 D'ENTRE EUX, FATIGUÉS, EVACUÉS À L'HÔPITAL

## Les gardes communaux rechargent leurs accus

**Exténués à tel point que 80 d'entre eux ont dû être évacués, avant-hier, à l'hôpital, les gardes communaux renoncent momentanément à la poursuite de leur marche sur Alger, le temps d'observer un intermède de répit, pour recharger leurs accus et se retaper le moral quelque peu ébranlé.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** La marche de jeudi dernier, qui n'a pu aller au-delà d'une dizaine de kilomètres, mais surtout le mois de Ramadan qui s'est invité dans le feu de leur mouvement de contestation, semblent peser de tout leur poids sur les gardes communaux. Ces derniers, qui bivouaquent, depuis, sur un champ, à la lisière de l'autoroute Alger-Blida, juste en face de la base aérienne de Boufarik, donnent l'air de s'y «plaire» tant la fatigue a eu raison d'eux. Mais pas pour longtemps, tiendra à faire savoir Lahlou Aliouat, un des coordinateurs nationaux de la corporation, de retour hier matin de chez les siens à Bouira avec lesquels il a renoué le contact direct depuis vendredi dernier au bout d'une assez longue séparation. Une fatigue à l'origine, d'ailleurs, de l'évacuation sur l'hôpital, dira-t-il, de 80 collègues.

Entre autres, de nouvelles donnes derrière l'ajournement momentané de la poursuite de leur marche sur Alger initialement prévue pour avant-hier en soirée. «Une décision prise lors d'une réunion tenue dimanche justement après ces évacuations pour cause de fatigue», soutiendra-t-il. Cet intermède, ajoute-t-il, «n'est qu'un répit, le temps que tout le monde reprenne ses forces et rende visite aux siens. Nous ne sommes tout de même pas des machines, nous avons nos propres limites», lancera-t-il, comme pour évacuer toute impression de relâchement ou de renoncement des gardes communaux que pourrait avoir tout visiteur au camp.

Et les visiteurs n'ont pas manqué ces dernières heures d'affluer, selon notre interlocuteur, qui fera part de nombreuses délégations de partis politiques et d'organisations de divers horizons. Dont celle du RCD à deux reprises, celle du PT et de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (Laddh) et du CRA.

Et pas que cela, Aliouat tiendra à mentionner la solidarité qui est en train de se manifester à leur égard. «Dieu merci, notre mouvement suscite de plus en plus de sympathie chez les citoyens à l'opposé de l'ingratitude que nous témoignent les pouvoirs publics», signifiera-t-il, non sans préciser que la dynamique ne tardera pas à reprendre. Il en voudra pour preuve le fait que «de plus en plus de détachements à travers le territoire national sont désertés au fil de l'entêtement du ministère de l'Intérieur qui joue à la désinformation et à la manipulation».

M. K.

### MADJLIS ECHOURA DU MSP

## Le départ d'Amar Ghoul fausse le débat

**L'intention affichée par Amar Ghoul de créer son propre parti politique évitera assurément au conseil consultatif (Madjlis Echoura) du Mouvement de la société pour la paix (MSP), qui se réunit ce week-end en session ordinaire, l'effort du renouvellement de la sommation à l'endroit de l'ex-ministre des Travaux publics de choisir entre le parti et le gouvernement.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -** Il est incontestablement vain, pour l'instance de Abderrahmane Saïdi, de tenter d'astreindre Amar Ghoul à un tel choix manichéen de trancher entre demeurer dans les rangs du parti ou prétendre à un nouveau (prolongement) bail au sein de l'exécutif.

L'ex-ministre des Travaux publics, élu député en tant que premier de cordée sur la liste de l'Alliance verte (MSP-Islah-Ennahda) pour la circonscription électorale d'Alger, semble avoir résolument opté pour un largage d'amarres pour s'initier au leadership partisan, quitte à attrister Aboudjerra Soltani et ébranler la structure du MSP. Il demeure vrai, certes, que, jusqu'ici, Amar Ghoul s'est contenté de faire part de son emballement pour l'idée d'étrenner un parti politique sur ses deux comptes sociaux, Facebook et Twitter, mais c'est suffisant pour valider la perspective. Même si la démarche paraît singulière par nombre d'aspects, il ne reste pas moins qu'elle se décline en prolongement d'un acte d'indiscipline fort significatif commis au moment de l'installation de la nouvelle Assemblée.

Ce jour-là, l'Alliance verte, frustrée de n'avoir pas été à l'exemple des conglomérats islamistes dans les pays



Ghoul opte pour un leadership partisan.

arabes où la révolte populaire fut, a décidé de se retirer non sans chahut de la cérémonie d'investiture des nouveaux députés. Amar Ghoul, que le retrait du MSP de l'Alliance présidentielle indisposait déjà grandement, n'en fera qu'à sa tête : il est resté, sous le regard ahuri de ses collègues de l'Alliance verte, imperturbable, scotché à son siège. Dès lors, il était évident que Ghoul avait à l'idée mais aussi à cœur de regagner le gouvernement. «Je suis un commis de l'Etat», répondait-il, sourire en coin, légèrement gêné, aux journalistes qui désiraient percer le mystère de son indiscipline.

Peu alors le soupçonnaient de velléité à fonder un parti concurrent au MSP. Son attitude à l'hémicycle, largement commentée par la presse, avait manqué d'être perçue comme un acte préfigurant une nouvelle aventure partisane. D'aucuns pensaient voir Amar Ghoul se contenter d'agir comme l'ont fait d'autres indisciplinés partisans avant lui, comme, par exemple,

Khalida Toumi, qui faussa compagnie au RCD pour intégrer le gouvernement. Mais, lui, avait son projet en tête : ne pas se suffire de quitter le MSP. Évidemment, c'est au sein de son ancienne structure qu'il a l'intention de puiser les cadres et les énergies militantes pour son nouveau parti. Aboudjerra Soltani le sait. Aussi cherche-t-il la parade.

Le week-end passé, il présida un comité exécutif du MSP consacré à voir comment éviter que l'initiative d'Amar Ghoul ne fasse saigner le parti. A l'occasion, Soltani a exhorté les militants à ne pas se laisser abuser par la campagne qui annoncent de larges désertions parmi l'encadrement du MSP. Un appel qui sera fort assurément réitéré par le Madjlis Echoura qui n'aura, en définitive, qu'à prendre acte de la volonté d'Amar Ghoul. Une volonté face à laquelle ni Soltani, encore moins Saïdi ne peuvent quoi que ce soit.

S. A. I.